

Politique | Alain Rousset : "Mme Calmels reprend les caricatures paléolithiques de la politique politicienne"



Le président du Conseil Régional d'Aquitaine, candidat à l'élection de la présidence de la Grande Région somme de l'Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin, a rencontré la presse régionale, ce 2 novembre, à sa permanence bordelaise. Histoire de faire un premier point de sa campagne, très orientée "terrain" avec un accent particulier, souvent mis sur les départements les plus éloignés de Bordeaux, la Creuse notamment dont il s'est plu, citant Aubusson, à souligner la qualité des ateliers de tissage qu'il a visités mais aussi à calmer les craintes, non seulement en s'y rendant le plus possible, mais aussi en mettant en avant sa volonté de créer cette "Datar" régionale, capable d'accompagner les territoires. Il s'est dit " un peu déçu" par le comportement de son adversaire principale" dont il n' a pas craint d'affirmer: " je n'ai jamais vu quelqu'un venant de l'entreprise reprendre, à ce point, les caricatures paléolithiques de la politique politicienne", faisant référence au récent débat qui a eu lieu au sein de l'IEP de Bordeaux.

Et, au cas où nous n'aurions pas vraiment bien saisi la vigueur de ce propos, Alain Rousset a enfoncé le clou: " la défense du modèle républicain a besoin d'honnêteté intellectuelle; en étant caricatural on ne fait qu'alimenter le Front National." Ne passent, toujours pas aux yeux du président-candidat les affirmations sur l'endettement de la région - "parmi les trois les moins endettées de France" rappelle-t-il- et sur les embauches à la région qui ne sont que l'héritage de la décentralisation Raffarin, lorsque les personnels techniques ont été transférés par l'Etat. Quant au chômage, singulièrement des jeunes, après s'être félicité que, globalement, le nombre des demandeurs ait diminué de 2,1 % en septembre, il ne fait en réalité, selon lui, que traduire l'attractivité de la région où beaucoup de couples viennent s'installer, sans avoir l'assurance de trouver, ou retrouver, un second emploi. S'agissant des impôts, la région n'en prélève plus directement auprès des ménages, à l'exception de la modeste taxe sur les cartes grises, issue des lois de décentralisation. Ce qui n'a pas empêché Alain Rousset de sortir un carton jaune, à destination de l'administration des Finances, de Bercy, à propos de cette trop fameuse "demi-part des veufs" supprimée avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, et dont le gouvernement, sous pression ces jours-ci, vient de découvrir l'impact considérable qu'elle avait sur les simpôts locaux . Pour faire bonne mesure, sur le mode ironique, à l'adresse de Virginie Calmels qui a donc visité une palombière, en compagnie de son co-listier M.

Puyjalon, Alain Rousset a affirmé, au détour d'une phrase, que l'une des figures historiques de CPNT, Jean-Saint Josse, serait à ses côtés dimanche à la palombière à Coimères en Gironde.

Une grande action en faveur de la Santé

Pour autant, même si vigueur du débat politique oblige, Alain Rousset a préféré s'en éloigner pour insister sur quelques une de ses priorités. A commencer par ce qu'il propose pour " casser la précarité " dans laquelle se trouvent les jeunes, notamment par rapport aux besoins de formation, en leur facilitant la mobilité et donc les déplacements, ensuite par une "grande action" en direction de la santé qui nécessitera un "partenariat" entre les intercommunalités et la Région, et dans lequel l'objectif d'installer le très haut débit partout, " en louant les bandes passantes aux opérateurs, jouera, aussi, un rôle important.

Interrogé sur la situation du rail et la LGV, Alain Rousset a évoqué une nouvelle fois, fois ce qu'il appelle le "trou noir" de la SNCF rappelant que la région était à ses yeux heureusement "allée au-delà de ses compétences", en citant par exemple la liaison avec Saint Jean Pied de Port depuis Bayonne et soulignant la nécessité de poursuivre l'effort entrepris pour améliorer la sécurité ferroviaire, supprimer les passages à niveau et prendre en compte, demain, l'amélioration de la liaison Limoges-Bordeaux et Sarlat-Bordeaux. Pour la LGV, il a, sans surprise, réaffirmé son engagement "d'homme politique responsable" qui ne saurait s'accomoder d'une situation où Bordeaux serait, en quelque sorte, la gare terminus de la grande vitesse alors que l'Europe est prête à financer à hauteur de un milliard un projet qui en coûte 9, que l'Etat doit être capable de les trouver sur la période 2020-2030 et qu'un grand emprunt pouvait y contribuer.



Joël Aubert

*Crédit Photo : aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 02/11/2015
[Url de cet article](#)*